

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Éditorial de "la lettre de D&S" n°11 - 13 février 2010

Un capitalisme moralisé et régulé !

- D&S, la revue - Les éditos de "la lettre de D&S" -

Date de mise en ligne : dimanche 14 février 2010

Démocratie & Socialisme

En septembre dernier, après la réunion du G20 à Pittsburgh Sarkozy criait victoire : le capitalisme était moralisé, la finance était régulée. La crise qui frappe aujourd'hui la zone euro montre à quel point ces déclarations n'étaient que fanfaronnades.

Les États avaient, en 2008 et 2009, émis des milliers de milliards d'euros pour soutenir les spéculateurs et éviter que l'économie mondiale ne s'effondre. Les dettes publiques avaient, du même coup, atteint des sommets. Aujourd'hui, ces mêmes spéculateurs utilisent les liquidités illimitées mises à leur disposition par les États pour attaquer ces mêmes États, particulièrement ceux qu'ils estiment fragilisés par l'importance de leur dette publique. Voilà pour la moralisation du capitalisme.

Les agences de notation, les fonds spéculatifs, les produits dérivés avaient accéléré la crise des « subprime ». Ce sont ces mêmes agences de notations, ces mêmes fonds spéculatifs, ces mêmes produits dérivés qui ont déclenché la crise de l'euro. Voilà pour la régulation du capitalisme. En exigeant de la Grèce qu'elle réduise ses déficits publics de 4 % en une seule année et de près de 9 % en 3 ans, les 27 dirigeants de l'Union européenne viennent de donner satisfaction aux spéculateurs. C'est ce qu'ils appellent « soutenir la Grèce ».

Ce soutien consiste à exiger de la Grèce qu'elle fasse payer les frais de la crise, dont les spéculateurs portent l'entière responsabilité, aux salariés grecs : recul de deux ans de l'âge de départ en retraite, gel des salaires des fonctionnaires, baisse de 10 % des primes, diminution de 30 % des heures supplémentaires, arrêt total des embauches, nouvelles taxes sur les carburants et augmentation de la TVA !

Une telle cure d'austérité a toutes les chances de provoquer une grave récession en Grèce et d'aboutir à l'inverse de l'effet souhaité mais qu'importe : les spéculateurs exigent, il faut leur donner satisfaction. Cet aplatissement de l'Union européenne devant les spéculateurs ne peut que les encourager. Demain ce sera le Portugal, l'Espagne, l'Irlande, l'Italie ou la France dont les déficits publics ne sont pas très éloignés de ceux de la Grèce, qui seront dans leur collimateur.

La lutte des salariés grecs qui se mobilisent massivement contre le plan d'austérité de l'Union européenne est la notre. Exigeons de l'Union européenne qu'elle retire son plan scélérat et s'attaque aux spéculateurs en instaurant, comme le propose Attac, une taxe sur les transactions financières à un double niveau : un niveau faible (0,1 %) en temps ordinaire, un taux élevé (de 10 à 50 %) en période de folie spéculative.